

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 AOÛT 1919.

Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Le projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés adopté par la Chambre, le 4 juin dernier, a été amendé par le Sénat.

Il est donc soumis de nouveau à vos délibérations.

I.

La Chambre, amendant le projet de loi déposé par le Gouvernement, avait décidé que l'habitant du royaume requis par une administration communale d'héberger un réfugié rapatrié ou une famille évacuée, pourrait se pourvoir contre cette décision auprès du juge de paix de son canton.

Le Sénat a cru devoir stipuler que le recours devait être introduit endéans les 48 heures, à peine de déchéance.

Votre Commission spéciale admet qu'un habitant du royaume requis de fournir un logement, doive protester contre la décision d'une administration communale, dès que la décision prise par cette administration lui a été signifiée, afin que l'hébergement d'une famille privée de demeure soit assurée.

Mais, si comme le Sénat a jugé nécessaire de le décider, la procédure de la réquisition d'un logement doit être réglée en détail par la loi, si elle ne peut être organisée par l'arrêté royal, assurant l'exécution de la loi, et qui solutionnera des

(1) Projet de loi n° 233.

(2) La Section Centrale, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Maes, Pussemier, Peel, Ernest, Leyniers et De Ponthière.

questions importantes, — voir l'article 1 du projet — votre Commission spéciale estime que le texte adopté par le Sénat est insuffisant, et que la modification qu'il a apportée au second alinéa de l'article 5, doit être complétée par l'indication précise du moment où le délai endéans lequel le recours doit être formulé commencera à courir.

Aussi votre Commission spéciale vous propose-t-elle de décider que le texte de l'alinéa 2 de l'article 5 sera rédigé comme suit :

« Le juge sera saisi de ce recours par la demande qui lui sera, à peine » de déchéance, adressée verbalement » ou par écrit par les intéressés endéans » les quarante-heures de la notification » de la réquisition faite par l'administration communale »

« Dit beroep wordt bij den rech- » ter aangebracht door de vraag die » de belanghebbenden hem, op » straffe van verval, mondeling of » schriftelijk overmaken binnen acht » en veertig uren na de betee- » kening van de vordering door het » gemeentebestuur. »

II.

La Chambre avait, sur la proposition du Gouvernement, admis que le refus de pourvoir à l'hébergement d'un réfugié ou à un évacué serait passible d'une amende de 10 francs par jour de retard à satisfaire à la réquisition.

Le Sénat a estimé notamment que le texte aurait imposé probablement au juge répressif l'obligation d'attendre que le délai d'hébergement fût expiré avant de pouvoir statuer sur la peine, puisqu'il ne pourrait faire le calcul exact de l'amende à payer avant de connaître le nombre de jours qui se seraient écoulés depuis la date du procès-verbal constatant le refus initial.

Aussi a-t-il cru que chaque refus formel d'obtempérer à une réquisition devait être puni et que la peine devait être d'autant plus forte que l'habitant résisterait avec plus de persévérance aux réquisitions de l'autorité.

Il s'est rallié au texte suivant :

« Le refus de pourvoir à l'hébergement des évacués et des réfugiés repatriés » est constaté par procès-verbal dressé par les soins de la police locale. Le » procès-verbal est dressé à l'expiration du délai de quarante-huit heures prévu » par le paragraphe 2 de l'article 5, ou aussitôt après la décision du juge du » canton rendue par application du paragraphe 4 du même article. Le refus de » l'habitant est passible d'une amende de 10 à 100 francs ou d'un emprisonne- » ment de deux jours à un mois. Si dans les trois jours l'habitant se refuse » encore à donner asile, il sera prononcé à sa charge une peine double de la pre- » mière. En cas de nouvelle récidive dans les trois jours, il sera prononcé contre » lui une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement, et le juge pourra le » condamner au profit de la commune à des dommages et intérêts dont il fixera » le montant. Le juge d'appel connaîtra, sans appel, des infractions prévues par la » présente loi. »

Votre Section centrale s'était ralliée, au cours de la première discussion, au principe qu'une prime pécuniaire suffisait pour assurer l'application des dispositions

exceptionnelles et transitoires qui vous étaient proposées, d'abord parce que la sanction lui paraissait suffisante et ensuite parce que l'adoption pure et simple du système proposé par le Gouvernement assurait le vote immédiat des mesures qui armeraient les administrations communales contre le mauvais vouloir de citoyens préférant leurs convenances personnelles à l'obligation qui leur incomberait d'assister des malheureux.

Mais puisqu'il semble finalement indispensable de régler par un texte législatif comment le refus de pourvoir à un hébergement sera constaté et de permettre au juge répressif de condamner à l'emprisonnement les citoyens qui se refuseraient obstinément à fournir un abri à des malheureux, le paiement d'une amende constituerait pour eux une charge moins lourde que l'abandon temporaire de la libre disposition d'un immeuble, votre Commission spéciale vous propose de décréter un système de pénalités analogue à celui qui a rallié l'adhésion du Sénat.

Votre Commission spéciale vous propose donc d'abord de décider que la loi même et non l'arrêté royal d'exécution stipulera que le refus de pourvoir à l'hébergement sera constaté par procès-verbal dressé par les soins de la police locale.

Sur ce point, elle se rallie donc au système proposé par le Sénat.

D'accord une nouvelle fois avec la haute assemblée, votre commission spéciale estime que le juge de paix, résidant sur les lieux, doit seul, et sans appel, connaître des infractions prévues par la loi.

Mais elle n'a pu se rallier à cette partie de l'amendement du Sénat, qui confère au juge de paix le droit d'infliger des peines correctionnelles, et qui introduit dans notre législation un système de récidives superposées.

Elle estime que le juge de paix doit se borner à prononcer des peines de police.

Mais elle admet, qu'en cas de refus persistant de fournir un logement, l'habitant du royaume doit subir l'emprisonnement.

Elle vous propose donc de vous rallier au texte suivant :

Le refus de pourvoir à l'hébergement des évacués et des réfugiés rapatriés est constaté par procès-verbal dressé par les soins de la police locale.

Le procès-verbal est dressé à l'expiration du délai de quarante-huit heures, prévu par le paragraphe 2 de l'article 5, ou aussitôt après la décision du juge du canton, rendue par application du paragraphe 4 du même article.

Le refus de l'habitant de donner asile sera puni d'une amende de 1 à 25 fr. et d'un emprisonnement d'un à sept jours.

De weigering tot verschaffing van onderkomen aan uitgedrevenen en in 't land teruggekeerde vluchtelingen wordt vastgesteld bij proces-verbaal opgemaakt door de plaatselijke politie.

Het proces-verbaal wordt opgemaakt na het verstrijken der tijdruimte van acht en veertig uren, voorzien bij lid 2 van artikel 5, of wel dadelijk na de beslissing van den rechter van het kanton, bij toepassing van lid 4 van ditzelfde artikel uitgebracht.

De weigering van den ingezetene tot verschaffing van onderkomen wordt gestraft met eene boete van 1 tot 25 frank en met eene gevangene-

Si, dans les trois jours, l'habitant persiste dans son refus, il sera puni d'une amende de 25 francs et d'un emprisonnement de huit jours, chaque fois qu'il n'obtempérera point à la réquisition qui lui sera adressée par l'administration communale de pourvoir à un hébergement. Le juge de paix connaîtra, sans appel, des infractions prévues par la présente loi.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

nisstraf van een tot zeven dagen.

Indien, binnen drie dagen, de ingezetene nog steeds weigert, wordt hij gestraft met eene boete van 25 frank en eene gevangenisstraf van acht dagen, telkens als hij geen gevolg geeft aan de vordering tot verschaffing van onderkomen, welke hem door het gemeentebestuur wordt overgemaakt. De vrederechter neemt kennis, in hoogsten aanleg, van de misdrijven bij deze wet voorzien.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 AUGUSTUS 1919.

Wetsontwerp

betreffende de huisvesting der in 't land teruggekeerde vluchtelingen
en de woonvergoedingen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Het door de Kamer op 4 Juni aangenomen wetsontwerp op de huisvesting der in 't land teruggekeerde vluchtelingen, werd door den Senaat gewijzigd. Het is dus opnieuw aan uw onderzoek voorgelegd.

I.

Door het Regeeringsontwerp te wijzigen had de Kamer beslist dat de ingezetene, door een gemeentebestuur aangezocht om een in 't land teruggekeerden vluchteling of een uitgedreven gezin te huisvesten, van deze beslissing kon in beroep komen bij den rechter van zijn kanton.

De Senaat achtte het noodig te bepalen dat dit beroep moet worden aangebracht binnen acht en veertig uren, op straffe van verval.

Uwe Bijzondere Commissie neemt aan dat een ingezetene, aangezocht om huisvesting te bezorgen, verplicht moet zijn zich tegen de beslissing van een gemeentebestuur te verzetten, zoodra de door dit bestuur genomen beslissing hem werd beteeekend, opdat de huisvesting eener daklooze familie verzekerd zou zijn.

Doch, indien, zooals de Senaat het noodig achtte te beslissen, de te volgen regelen tot opvordering van eene huisvesting omstandig door de wet moeten bepaald worden, indien zij niet kunnen vastgesteld worden bij koninklijk besluit, dat de uitvoering der wet verzekert en belangrijke punten oplost,

(1) Wetsontwerp, n^o 233.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Maes, Pussemier, Peel, Ernest, Leyniers en De Ponthière.

— zie artikel 1 van het ontwerp, — is uwe Bijzondere Commissie van gevoelen dat de door den Senaat aangenomen tekst onvoldoende is en dat de wijziging, welke hij in het tweede lid van artikel 5 heeft gebrach, moet worden aangevuld door de nauwkeurige vermelding van het oogenblik waarop de termijn, binnen welken het beroep moet ingesteld worden, een aanvang nemen zal?

Derhalve stelt uwe Bijzondere Commissie voor, te beslissen dat de tekst van het tweede lid van artikel 5 zou luiden als volgt :

« Le juge sera saisi de ce recours par la demande qui lui sera, à peine de déchéance, adressée verbalement ou par écrit par les intéressés *endéans les quarante-heures de la notification de la réquisition faite par l'administration communale* »

« Dit beroep wordt bij den rechter aangebracht door de vraag die de belanghebbenden hem, op straffe van verval, mondeling of schriftelijk overmaken binnen acht en veertig uren na de betekening van de vordering door het gemeentebestuur. »

II.

Op voorstel van de Regeering had de Kamer aangenomen dat de weigering tot verschaffing van onderkomen aan een vluchteling of aan een uitgedrevene zou strafbaar zijn met eene boete van 10 frank voor elken dag verzuim om aan de opvordering gevolg te geven.

De Senaat meende, namelijk, dat de tekst waarschijnlijk aan den strafrechter de verplichting zou opgelegd hebben te wachten totdat de huisvestingstermijn zou verlopen zijn, alvorens over de straf te kunnen uitspraak doen, aangezien hij de te betalen boeten niet zou kunnen berekenen, vooreer hij op juiste wijze weet hoeveel dagen zouden verlopen zijn sedert den datum van het proces-verbaal dat de aanvankelijke weigering vaststelt.

Ook was hij van oordeel dat elke uitdrukkelijke weigering, aan eene opvordering gevolg te geven, moet gestraft worden en dat de straf des te grooter moet zijn daar de ingezetene zich langer verzet tegen de opvorderingen der overheid.

Hij nam den volgende tekst aan :

« De weigering tot verschaffing van onderkomen aan weggevoerden en in 't land teruggekeerde vluchtelingen wordt vastgesteld bij proces-verbaal, opgemaakt door de plaatselijke politie. Het proces-verbaal wordt opgemaakt na het verstrijken der tijdruimte van acht en veertig uren, voorzien bij lid 2 van artikel 5, ofwel dadelijk na de beslissing van den rechter van het kanton, bij toepassing van lid 4 van ditzelfde artikel uitgebracht. De weigering van den ingezetene is strafbaar met eene boete van 10 tot 100 frank of met een vervangende gevangenisstraf van twee dagen tot ééne maand. Indien de ingezetene, binnen drie dagen, nog weigert onderkomen te verschaffen, wordt eene straf, het dubbel van de eerste bedragend, te zijnen laste uitgesproken. Bij nieuwe herhaling binnen

» drie dagen wordt eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand
 » tegen hem uitgesproken; tevens kan de rechter hem, ten bate van de
 » gemeente, veroordeelen tot eene schadeloosstelling, waarvan hij het
 » bedrag bepaalt. De vrederechter neemt kennis, in hoogsten aanleg,
 » van de misdrijven bij deze wet voorzien. »

Bij de eerste behandeling had uwe Middenafdeeling het beginsel aanvaard, dat eene geldstraf volstond om de toepassing te verzekeren van de u voorgestelde uitzonderings- en overgangsbepalingen, vooreerst omdat de strafbepaling haar voldoende voorkwam en verder omdat het zuiver en eenvoudig aannemen van het Regeeringsstelsel de dadelijke stemming verzekerde van de maatregelen, welke de gemeentebesturen moesten wapenen tegen den slechten wil van burgers, die hun persoonlijk gemak verkiezen boven hun plicht, de ongelukkigen bij te staan.

Doch, daar het ten slotte onontbeerlijk schijnt door een wettekst te regelen hoe de weigering tot verschaffing van onderkomen zal worden vastgesteld, en den strafrechter toe te laten, hen, die halsstarrig zouden weigeren een onderkomen aan ongelukkigen te verschaffen, met eene gevangenisstraf te straffen, daar de betaling eener geldboete voor hen eene min zware straf zou zijn dan het tijdelijk afzien van de vrije beschikking van een onroerend goed, zoo stelt uwe Bijzondere Commissie u voor, een stelsel van strafbepalingen voor te schrijven van gelijken aard als dat, door den Senaat aangenomen.

Uwe Bijzondere Commissie stelt u dus voor : vooreerst te beslissen dat de wet zelve, niet het koninklijk besluit ter uitvoering, zal bepalen dat de weigering tot verschaffing van onderkomen wordt vastgesteld bij proces-verbaal, opgemaakt door de plaatselijke politie.

Hieromtrent vereenigt zij zich dus met het stelsel door den Senaat voorgestaan.

Nogmaals de zienswijze der Hooge Vergadering aannemende, is Uwe Bijzondere Commissie van oordeel dat de ter plaatse verblijvende vrederechter in hoogsten aanleg kennis nemen moet van de misdrijven bij de wet voorzien.

Zij kon zich echter niet vereenigen met dit gedeelte van het amendement van den Senaat, dat de vrederechters machtigt om correctioneele straffen op te leggen en in onze wetgeving een stelsel van dubbele herhaling doet opnemen.

Zij is van gevoelen dat de vrederechter zich moet beperken bij het uitspreken van politiestraffen.

Zij neemt echter aan dat, ingeval van blijvend weigeren om een onderkomen te verschaffen, de ingezetene tot gevangenisstraf moet veroordeeld worden.

Zij stelt u dus voor, den volgende tekst aan te nemen :

Le refus de pourvoir à l'hébergement des évacués et des réfugiés rapatriés est constaté par procès-verbal dressé par les soins de la police locale.

De weigering tot verschaffing van onderkomen aan uitgedrevenen en in 't land teruggekeerde vluchtelingen wordt vastgesteld bij proces-

Le procès-verbal est dressé à l'expiration du délai de quarante-huit heures, prévu par le paragraphe 2 de l'article 5, ou aussitôt après la décision du juge du canton, rendue par application du paragraphe 4 du même article.

Le refus de l'habitant de donner asile sera puni d'une amende de 1 à 25 fr. et d'un emprisonnement d'un à sept jours.

Si, dans les trois jours, l'habitant persiste dans son refus, il sera puni d'une amende de 25 francs et d'un emprisonnement de huit jours, chaque fois qu'il n'obtempérera point à la réquisition qui lui sera adressée par l'administration communale de pourvoir à un hébergement. Le juge de paix connaîtra, sans appel, des infractions prévues par la présente loi.

verbaal opgemaakt door de plaatselijke politie.

Het proces-verbaal wordt opgemaakt na het verstrijken der tijdruimte van acht en veertig uren, voorzien bij lid 2 van artikel 5, ofwel dadelijk na de bestissing van den rechter van het kanton, bij toepassing van lid 4 van ditzelfde artikel uitgebracht.

De weigering van den ingezetene tot verschaffing van onderkomen wordt gestraft met eene boete van 1 tot 25 frank en met eene gevangenisstraf van een tot zeven dagen.

Indien, binnen drie dagen, de ingezetene nog steeds weigert, wordt hij gestraft met eene boete van 25 frank en eene gevangenisstraf van acht dagen, telkens als hij geen gevolg geeft aan de vordering tot verschaffing van onderkomen, welke hem door het gemeentebestuur wordt overgemaakt. De vrederechter neemt kennis, in hoogsten aanleg, van de misdrijven bij deze wet voorzien.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

